

«Donald Trump est le président du premier degré : il fait ce qu'il a dit qu'il ferait»



- Crédits photo : NICHOLAS KAMM/AFP

Vox Monde (<http://premium.lefigaro.fr/vox/monde/>) | Par Alexis Feertchak (#figp-author)

Publié le 30/01/2017 à 16h15

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Le décret «immigration» pris par le président américain a déclenché de vives protestations. Pour Jean-Eric Branaa, Trump considère qu'il remplit son contrat en suivant le motif de sa campagne : «*America First*». «Pragmatique», il pourrait néanmoins changer de cap.

*Spécialiste de la société et de la politique américaines, Jean-Eric Branaa est maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas. Il publie un nouveau livre, **Make America Great Again: l'Amérique de Donald Trump** (<http://www.branaa.fr/>) (éd. Privat, 2017).*

FIGAROVOX. - Donald Trump a pris un décret sur la «protection de la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis». Il comprend notamment une suspension temporaire de visas pour sept pays musulmans. Quelle est la stratégie du nouveau président?

Jean-Eric BRANA A. - Comme il n'a cessé de le répéter pendant sa campagne, Donald Trump est persuadé que le monde va mal. Il a été jusqu'à le qualifier de «foutoir» voici quelques jours. Il considère que les hommes politiques sont liés par le «politiquement correct» et qu'ils n'osent donc pas prendre les mesures adéquates pour mettre à niveau

la sécurité à laquelle les peuples ont droit. Il est persuadé qu'il comprend mieux le monde parce qu'il est pragmatique et entend imposer des solutions qu'il considère être de bon sens et primordiales pour la défense des intérêts américains. Ses mesures sont, de son point de vue, des mesures préventives, afin de donner aux services de sécurité le temps de faire une évaluation sérieuse de la situation et de proposer des solutions pour éviter le danger d'une infiltration par des terroristes.

La rapidité et le flot de ces décrets sont l'illustration de la détermination que veut afficher le nouveau président.

On s'attendait donc à ce renforcement des moyens de lutte contre l'immigration, notamment par l'embauche de gardes-frontière -alors même que les embauches de fonctionnaires ont été gelées avec les premiers décrets-, ou à la construction du mur qui a été tant promis. La rapidité et le flot de ces décrets sont l'illustration de la détermination que veut afficher le nouveau président. Comme il cherche à frapper les esprits, il n'hésite pas à prendre des décisions radicales. On peut mettre dans cette catégorie l'arrêt de l'accueil de réfugiés syriens, ainsi que d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique, que la nouvelle administration considère être des nids à terroristes.

En gouvernant par décret, Donald Trump rappelle que les Etats-Unis sont un régime présidentiel, mais dans quelle mesure peut-il être arrêté par le pouvoir législatif ou judiciaire?

Le rôle du Congrès est primordial aux Etats-Unis: c'est un pays qui applique strictement les idées que Montesquieu avaient exposées, à savoir un partage des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire ; par ailleurs, il y a un système de contrôle et de contrepoids entre les différents pouvoirs. Il y a donc bien potentiellement une opposition tant au Congrès que dans les Cours de justice. Le problème du Congrès actuellement est que le nouveau président a le vent en poupe et qu'il bénéficie de la dynamique de son élection et de son début de mandat. Paul Ryan, qui préside la chambre des députés, a déclaré dans son propre discours d'investiture que «*le Congrès a entendu le message des urnes*», signifiant par ces propos qu'il n'est pas d'accord sur tout mais qu'il ne s'opposera pas ; du moins pour le moment.

Même si une loi est votée, elle peut toujours être interprétée par un juge dans son application et les détails de celle-ci. On peut annoncer que ce genre de procédure va devenir courante.

Quand à la branche judiciaire, on a pu voir qu'un juge fédéral de Brooklyn a interprété ce weekend le décret sur les interdictions d'entrée aux Etats-Unis, en précisant que cela ne pouvait pas s'appliquer à ceux qui ont obtenu la carte verte, sauf à faire voter une loi spécifique. C'est une application concrète de ce contrepois entre les trois pouvoirs: même si une loi est votée, elle peut toujours être interprétée par un juge dans son application et les détails de celle-ci. On peut annoncer que ce genre de procédure va devenir courante. C'est en effet le plus souvent par la voie judiciaire que les grandes organisations de la société civile font avancer leur cause. Elles espèrent parvenir ainsi jusqu'à la Cour Suprême et imposer une jurisprudence à l'ensemble du pays. C'est une stratégie efficace quand elle fonctionne, mais elle est longue et coûteuse. Par ailleurs, elle n'assure pas la pérennité d'un droit, comme le ferait une loi: c'est d'ailleurs pour cela que l'inquiétude est forte aujourd'hui avec le droit relatif à l'avortement. Car il ne s'agit bien que d'une décision de justice, ... qui peut donc être inversée par une autre décision de justice (au niveau de la Cour Suprême).

Les réactions sont très vives contre le décret «immigration» de Donald Trump. Aujourd'hui, peut-on parler d'une Amérique gravement divisée?

Les Etats-Unis sont divisés depuis longtemps, du moins politiquement. Au cours des huit dernières années le président Barack Obama a dû faire face à une fronde puissante de la part des élus républicains, qui se sont opposés à la moindre de ses propositions. Les confirmations aux nominations décidées par l'ancien président étaient ainsi devenues elles-mêmes de vraies casse-têtes, obligeant Harry Reid à faire adopter une loi pour limiter le pouvoir de l'obstruction parlementaire dont dispose le sénat, le *Filibuster*: bien mal lui en pris d'ailleurs puisque les démocrates ne sont plus en mesure aujourd'hui de s'opposer à Donald Trump sur ce terrain.

La campagne a été d'une violence inouïe, telle qu'on ne l'avait plus vue depuis la campagne entre le deuxième et le troisième président, Adams et Jefferson, aux débuts de cette république.

L'opposition sur le plan politique se retrouve au sein de la société civile et jusque dans la rue. La campagne a été d'une violence inouïe, telle qu'on ne l'avait plus vue dans ce pays depuis la campagne entre le deuxième et le troisième président, Adams et Jefferson, aux débuts de cette république. Pourtant, les groupes minoritaires semblent tétanisés actuellement et on ne les entend que très peu. Les groupes qui sont les plus actifs sont les femmes, qui ont peur de voir un retour en arrière quant à leurs droits et se mobilisent fortement, les artistes, qui soutenaient massivement Hillary Clinton et rejettent le nouveau président et, depuis ce weekend, la Silicon Valley. Les artistes et les entrepreneurs de la Silicon valley sont en désaccord avec l'idée d'une Amérique en repli, qui va à l'encontre de leurs intérêts. Hollywood a longtemps poussé pour une ouverture des marchés et contre les protectionnistes -dont la fameuse exception française- ; sans évoquer le caractère international du marché auquel elles s'adressent, les start-ups de la Silicon Valley dépendent aussi très largement du réservoir de talents qu'elles dénichent dans les pays étrangers: il n'est donc pas surprenant que les plus grands noms soient montés au créneau ce weekend, tel Tim Cook (Apple), Mark Zuckerberg (Facebook), Sundar Pichai (Google), Reed Hastings (Netflix), Satya Nadella (Microsoft) ou Travis Kalanik (Uber), pour n'en citer quelques-uns.

Qu'est-ce que Donald Trump peut y gagner... ou y perdre?

Le grand malentendu avec Donald Trump -et ce depuis sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle- est que la plupart des observateurs ne se contentent pas d'observer: ils interprètent et lui prêtent leurs propres interprétations. Or, ce qui fonctionne avec des politiciens que l'on suit depuis des années et qui s'inscrivent dans une logique clairement identifiée, qu'elle soit politique ou partisane, ne fonctionne pas avec le nouveau président des Etats-Unis. Il est donc très assez vain de qualifier sa politique en termes d'intérêt.

Pour comprendre Donald Trump, il ne faut pas lui prêter des intentions et il faut juste écouter ce qu'il dit. Car cet homme fait exactement ce qu'il a annoncé.

Pour comprendre Donald Trump, il ne faut pas lui prêter des intentions et il faut juste écouter ce qu'il dit. Car cet homme fait exactement ce qu'il a annoncé. C'est du premier degré. Il a dénoncé le politiquement correct et les politiciens qui annoncent des programmes pour faire autre chose une fois au pouvoir. Son message était donc: je n'ai pas un programme très élaboré mais je ferai tout ce que je vous annonce. Et c'est ce qui

se passe. Ceci étant posé, on peut considérer que «l'intérêt» de Donald Trump est d'être un bon président. Il a l'ambition de rester dans l'histoire et il veut se donner les moyens pour cela, même au prix d'une politique brutale, tant qu'il est persuadé d'être dans la bonne direction. Il aimerait bien réaliser quelque chose de grand ; le jour de son élection, il a même déclaré que ça lui plairait bien de résoudre le conflit entre Palestiniens et Israéliens.

Mais il faut se souvenir que son message a été *America First* (l'Amérique d'abord) et pas «le monde d'abord». Une décision comme celle de l'interdiction d'entrée aux réfugiés ou aux ressortissants de sept pays entre dans cette logique. Quelles que soient les réactions que cela peut provoquer, il considère qu'il remplit son contrat. A moyen ou long terme, ses électeurs devraient d'ailleurs être d'accords avec lui, même si c'est la forte colère de ses opposants qui fait les gros titres en ce moment. Toutefois, on remarque aussi que Donald Trump a toujours tenu compte de la dynamique qui se dégage dans le pays: il gouvernera très certainement comme il a conduit sa campagne et, «s'il sent le vent tourner», il y a fort à parier qu'il adaptera sa stratégie.



Alexis Feertchak
